

## **EDF durable ?**

EDF a perdu plus de 20 milliards d'euros de valeur boursière depuis 2008. Cela représente une dépréciation énorme des actions EDF. À la Bourse de Paris la valeur d'EDF a diminué de plus de 40% rien qu'en 2011. Ainsi [l'action EDF accuse la deuxième plus forte baisse du CAC 40 depuis la faillite de Lehman Brothers](#) en septembre 2008.

La Société Anonyme [vaut maintenant 34 milliards d'euros](#), alors que sa valeur s'élevait encore à 57,5 milliards d'euros le 1er janvier 2011. La sortie du nucléaire a-t-elle été anticipée en bourse ?

La cause de cette dépréciation ne peut pas être établies avec certitude. Il semble possible que les investisseurs se débarrassent de leurs actions par crainte que l'énergie nucléaire n'aie plus autant d'avenir suite au désastre de Fukushima. EDF tire toujours la plus grande partie de son chiffre d'affaires de sa production d'énergie nucléaire.

Actuellement EDF essaye d'attirer un nouveau capital. Une tentative visant à lier les investisseurs sur un plus long terme est en cours. Pour cela EDF promet une prime de fidélité de 10% au-dessus des dividendes normaux aux investisseurs gardant leurs parts sur une période d'au moins trois ans. Petit détail remarquable: dans leur [brochure](#) destinée aux investisseurs potentiels EDF se présente comme une société éco-responsable et durable, de ce fait les actionnaires ne seront non pas informés par courrier papier ordinaire mais uniquement par courrier électronique de la perte de valeur de leurs actions. Perte au sujet de laquelle EDF n'a à ce jour émis aucun commentaire. Il faut savoir que l'état est l'actionnaire majoritaire avec 85% des parts.

Voici sûrement un autre indice de cette chute des actions: "*Les deux partis d'opposition ont convenu de faire campagne pour la fermeture de 24 réacteurs nucléaires d'ici 2025 et l'arrêt immédiat de l'ancienne usine à Fessenheim. Les Verts sont favorables à un arrêt complet des réacteurs nucléaires français, qui fournissent plus des trois quarts de la puissance [électrique] du pays, tandis que le candidat socialiste François Hollande a appelé à la baisse de la dépendance de la France à l'énergie atomique de 50 pour cent en 2025.*" - extrait tiré d'un article sur [Bloomberg.com](http://Bloomberg.com), portail internet renommé traitant du «business» international.

La politique française, la catastrophe nucléaire de Fukushima et la valeur boursière déclinante d'Areva (entreprise d'état à 95%) jouent certainement tous un rôle dans le prix des actions d'EDF. Les investisseurs sont réticents. »[\*Pour EDF et Areva, l'hiver nucléaire a déjà lieu dans les portefeuilles des investisseurs\*](#)«.

EDF a proposé aux pouvoirs publics un dispositif qui amènerait à [\*augmenter la facture d'électricité des particuliers de 5,1% à 6,5% par an\*](#) jusqu'en 2015. »*EDF veut être le premier électricien mondial d'ici 2020*« [\*a affirmé le PDG d'EDF\*](#), Henri Proglio.

L'endettement de la Société par contre était de [\*27 milliards d'euros fin 2010\*](#) et s'élève [\*actuellement à 35 milliards\*](#) suite à la vente de leur part d'une entreprise en Allemagne pour 4,7 milliards. Le résultat net d'EDF en 2010 a reculé de 74 % à un milliard d'euros - nous attendons impatiemment le nouveau chiffre d'affaire pour 2011.



*Micky Neuhaus - Messanges le 26 décembre 2011*

ANNEX :

1.

<http://www.easybourse.com/bourse/international/news/917649/le-rebond-dedf-passe-par-le-gaz-et-les-services.html>

**easy**BOURSE

## **Le rebond d'EDF passe par le gaz et les services**

Publié le 23 Mai 2011 Copyright © 2012 Reuters



PARIS (REUTERS) - EDF, PLOMBÉ EN BOURSE PAR LE CHOIX DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS DE LIMITER LA HAUSSE DES TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ, DOIT ÊTRE PLUS OFFENSIF DANS LE GAZ, LES SERVICES ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR RETROUVER LES FAVEURS DU MARCHÉ, ESTIMENT DES ANALYSTES.

-

par Benjamin Mallet

L'action EDF accuse la deuxième plus forte baisse du CAC 40 depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 avec un plongeon de 40%. Son grand rival GDF Suez a vu sa baisse limitée à 30% grâce à une plus grande diversification à l'international.

L'électricien public, centré de longue date sur le nucléaire, a fait savoir le 12 mai que son PDG Henri Proglio détaillerait sa stratégie lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tient mardi. Les objectifs chiffrés à moyen terme ne seront en revanche pas dévoilés avant fin juillet.

"La première direction, l'axe principal, serait une intégration verticale dans le gaz et les services", estime John Honoré, analyste à la Société générale.

EDF pourrait notamment se développer dans le gaz naturel liquéfié et son transport par bateau, prendre des parts dans des champs et éventuellement signer des contrats à long terme avec Gazprom.

"Le développement dans les services pourrait se faire en montant au capital de Veolia Environnement, via un apport de la participation dans Dalkia, pour améliorer la coordination entre les deux groupes", évoque John Honoré.

Parallèlement, EDF pourrait se concentrer sur les renouvelables après le rachat des minoritaires de sa filiale EDF Energies nouvelles.

D'autant, relève Per Lekander, chez UBS, qu'EDF va probablement maintenir sa stratégie dans le nucléaire à l'international mais que celle-ci "mettra beaucoup plus de temps" à se concrétiser.

## LA PRÉOCCUPATION DU NUCLÉAIRE

La chute du titre EDF s'est aggravée en mars et le cours a frôlé ses plus bas historiques dans le sillage de la crise nucléaire japonaise, qui a marqué un coup d'arrêt pour le renouveau de l'atome civil à l'international et risque d'entraîner une hausse des investissements dans le parc français.

Sur ce point, Henri Proglio devrait mettre en avant les progrès en matière de taux d'utilisation du parc français et faire valoir que les centrales nucléaires du groupe sont extrêmement sûres.

"Il va vouloir être très rassurant sur ce sujet, qui est une grosse préoccupation pour les investisseurs", commente Benjamin Leyre, analyste chez Exane BNP Paribas.

"Le problème sur EDF est principalement d'ordre politique. La difficulté pour les investisseurs, c'est de ne pas avoir de visibilité sur l'évolution des tarifs, ce qui encore plus vrai à l'approche des élections", note cependant Vincent Ayrat, chez Unicredit.

Selon un autre analyste, basé à Paris, "Proglio n'a malheureusement pas toutes les marges de manoeuvre, ce n'est pas lui qui prend les décisions qui vont faire plaisir ou non aux investisseurs".

Pour John Honoré, "Proglio a stabilisé le cadre en France : l'outil nucléaire redémarre vraiment après un gros travail sur l'efficacité (...) et il n'y a plus de grèves. Mais ça ne suffit pas et le marché se demande quelle stratégie et quelle impulsion il va donner au groupe".

La décision du gouvernement de fixer le prix de gros de l'électricité à un niveau correspondant aux demandes d'EDF, dont il détient 84,5% du capital, a entraîné ces dernières semaines un début de rebond de l'action, qui accuse encore une baisse de près de 8% depuis le début de l'année.

Pour accélérer cette dynamique en Bourse, Henri Proglio va aussi devoir donner à EDF un nouvel élan à l'international après la remise à plat de la stratégie aux Etats-Unis et la sortie d'Allemagne.

"EN TRANSITION"

Il devra en particulier mener à bien des opérations politiquement délicates comme la prise de contrôle de l'italien Edison, une opération clé pour la stratégie gazière d'EDF.

Des analystes jugent en outre qu'EDF pourrait procéder à des acquisitions de taille moyenne mais que des opérations de grand envergure ne seraient pas forcément bien accueillies étant donné que l'expansion de la société aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, juste avant le début de la crise, s'est faite au prix fort.

"Le rachat des 25% d'Energias de Portugal qui seraient mis en vente par l'Etat portugais aurait un sens profond et ouvrirait la péninsule ibérique. Une opération en Pologne pourrait par ailleurs donner un meilleur accès aux clients allemands et ouvrir la porte de l'Europe de l'Est", estime John Honoré, qui évoque des opérations "de 2 à 3 milliards d'euros".

Pour Vincent Ayrat, EDF est aujourd'hui "en transition".

"Je pense que c'est une très belle société avec beaucoup de potentiel en termes

de valeur sur le long terme", dit-il. "Cependant, définir un plan stratégique qui permette un 're-rating' rapide de l'action est certainement un challenge pour le management."

Avec la contribution de Marie Maitre, édité par Dominique Rodriguez

2.

<http://www.boursorama.com/cours.phtml?symbole=1rPEDF>



**EDF**  
FR0010242511 EDF

**17.540 (c) EUR** -0.65%  
Nyse EuroTemps réel

[Créer une alerte](#) [Ajouter à ma liste](#) [Ajouter au portefeuille](#)

Cours

Graphique

Actu.

Conseils

Consensus

Société

Warrants

Forum

Investisseurs

Fiche valeur

5 jours

Historique

COTATIONS

<b>Cours Nyse Euro</b>	<span style="color: green;">🕒</span> <b>17.540 (c) EUR</b>
<b>Variation</b>	<span style="color: red;">-0.65%</span>
Dernier échange	27/01/12 17:36:00
Volume	1 448 470
Ouverture	17.595
+ Haut	17.855
+ Bas	17.480
Clôture veille	17.655
Capital échange	0.08%
Valorisation	32 429.12 MEUR
Seuil suspension baisse	16.490
Seuil suspension hausse	18.590
Ouverture théorique	17.54

Cotation de la valeur sur les autres places »

GRAPHIQUE

Intraday
Historique

Cours 17,540 Sem. 31 Jan, 2011 - Sem. 27 Jan, 2012



Volume 1 448 470,00m. 31 Jan, 2011 - Sem. 27 Jan, 2012



3.

[http://actionnaires.edf.com/webzine/\\_docs/pdf/Brochure-Dividende\\_9-2011.pdf](http://actionnaires.edf.com/webzine/_docs/pdf/Brochure-Dividende_9-2011.pdf)

DIVIDENDE MAJORÉ

VOUS PENSEZ  
QUE LA FIDÉLITÉ DEVRAIT  
ÊTRE ENCOURAGÉE ?

**NOUS AUSSI !**



4.

<http://mobile.bloomberg.com/news/2011-11-16/french-socialists-greens-would-halt-24-edf-nuclear-reactors>

## **EDF Slumps to Seven-Week Low on Opposition Plan to Shut 24 Reactors**

By Tara Patel

November 16, 2011 12:19 PM EST



Electricite de [France](#) SA slumped to a two-month low in Paris trading after the opposition Socialist and Green parties united to campaign for the closure of 24 nuclear reactors by 2025 in next year's presidential elections.

EDF, operator of the country's 58 reactors, slid 4.4 percent to 19.83 euros, the lowest since Sept. 13. The shares are down 35 percent in the year to year.

"France would significantly damage its power self-sufficiency," Damien de Saint Germain, an analyst at Credit Agricole CIB Research, said in a report. Halting the reactors could cut EDF's annual earnings before interest, tax, depreciation and amortization by as much as 4.9 billion euros (\$6.6 billion), the report said.

France's reliance on nuclear energy has been called into question by opposition politicians and environmental groups since the Japanese atomic disaster at Fukushima in March. The meltdown already spurred [Germany](#) to shut down some reactors and announce plans to withdraw from nuclear power by 2022.

The two opposition parties agreed to campaign for the shutdown of 24 nuclear reactors by 2025 and the immediate halt of the oldest plant at Fessenheim. The Greens favor a complete halt of France's nuclear reactors, which provide more than three quarters of the country's power, while Socialist candidate [Francois Hollande](#) has called for the lowering of France's dependence on atomic power to 50 percent by 2025.

'Real Break'

"There will be a real break, a change in France's energy policies," Cecile Duflot, national secretary of the Europe Ecologie-Les Verts party, said today on Canal Plus television.

The parties failed to agree on the future of EDF's so-called EPR atomic



reactor under construction in Normandy, which the Greens want stopped and the Socialists would maintain. The parties, which reached their accord late yesterday, also didn't reach an agreement on phasing out fuel recycling to make so-called MOX fuel, Socialist lawmaker [Manuel Valls](#) told France Info radio.

"The perspective of getting out of nuclear isn't in the text" of the agreement, Valls said, reiterating Hollande's plan to lower France's dependence on atomic power to 50 percent.

Debate in France has intensified in recent weeks about the consequences of a shutdown of EDF's existing nuclear reactors in the coming decades.

'Absolute Regression'

"It's unbelievable and an absolute regression," French Industry Minister Eric Besson said in response to the proposal, which would "destroy" the country's nuclear industry.

Besson and the power-industry lobby including EDF have predicted that extra costs, higher power prices and lost jobs would result from Hollande's proposal. French President [Nicolas Sarkozy](#) has reiterated support for more nuclear investment.

Anti-nuclear organizations criticized the accord today as not going far enough in calling for the halt to construction of the EPR at Flamanville as well as production of MOX fuel, or plutonium-uranium mixed oxide, which is used in some French reactors. French reactor builder Areva SA is the biggest maker of MOX, which comes from recycled spent nuclear fuel.

"The nuclear lobby has shown once more how powerful it is in directly influencing an accord between two political parties," Greenpeace said in a statement. MOX production "is the most polluting, dangerous and controversial in the nuclear assembly line."

'Serious Consequences'

Areva warned the Socialists of the "serious consequences" for thousands of jobs if fuel treatment and MOX production businesses were halted, according to an Agence France-Presse report, citing an unnamed spokesman at the company.

Criticism of the plans also came from the Confederation Generale du Travail labor union, which represents most workers in the [energy industry](#).

The economic, environmental and social repercussions of the proposal if implemented would be "disastrous," the CGT said in a statement.

Shutting reactors would be a "huge industrial waste" and lead to a doubling of power prices, the union said.

Sarkozy's approval rating rose four percentage points in November to 34 percent while Hollande lost three points to 53 percent, according to an

OpinionWay poll for Metro published Nov. 14. The survey was carried out from Nov. 4 to Nov. 9.

To contact the reporter on this story: Tara Patel in Paris at [tpatel2@bloomberg.net](mailto:tpatel2@bloomberg.net)

5.

<http://blog.bforbank.com/bourse/tag/edf/>

## En Bourse, la sortie du nucléaire a déjà lieu

Wednesday 15 June 2011



En Bourse, la sortie du nucléaire a déjà lieu. Plutôt que de chercher quel mix énergétique sera le bon pour sélectionner des titres, les investisseurs ont joué une autre thématique, celle des économies d'énergie. C'est l'un des meilleurs paris qu'il était possible de faire en Bourse face à la question du réchauffement climatique. Selon l'AIE, les économies d'énergie (ou l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports) et une diversification plus grande du mix énergétique constituent les deux vecteurs de réduction des émissions de CO<sup>2</sup>.

### Les producteurs d'énergie face à un hiver nucléaire

Pour EDF et Areva, "l'hiver nucléaire" a déjà lieu dans les portefeuilles des investisseurs. EDF cote 20% en dessous de son cours d'introduction en Bourse fin 2005. Sa capitalisation boursière a fondu de 13% depuis le début de l'année et de 56% sur trois ans, preuve que les problèmes de l'électricien dépassent très largement la question de

la sûreté de l'énergie atomique.

On peut certes mettre cette dégringolade boursière sur le dos de la crise financière. Mais il faut surtout regarder du côté des **opérations dispendieuses** en matière de croissance externe, menées au pire moment par la précédente équipe de direction. L'ambition 2020 du groupe va se traduire par d'importants investissements industriels (15-18 milliards d'euros par an selon les analystes de Citi), quand la moitié du profit brut opérationnel d'EDF (14 milliards par an) dépend des décisions du gouvernement sur les tarifs de l'électricité.

Areva, dont la patronne est en tournée pour son maintien à la tête du groupe nucléaire, voit son **cours de Bourse plonger** de 17% depuis la conversion de ses certificats d'investissement en actions.

Mais les problèmes du groupe datent de bien plus loin. L'**incapacité du groupe à tenir ses objectifs financiers**, des pertes récurrentes et une **gestion peu efficace** ont miné l'espoir des investisseurs de tenir un titre pour le long terme. Le marché a du mal à croire Mme Lauvergeon lorsqu'elle promet de belles surprises pour la fin du mois de juin (date de présentation de « nouvelles perspectives 2011-2012 »).

**Belle envolée de Schneider Electric, Saint-Gobain ou Imerys**

Exit EDF et Areva, donc. Bienvenue à **Schneider Electric, Saint-Gobain ou Imerys**. Sur un an, ces sociétés ont vu leur **cours de Bourse progresser** de respectivement 24% pour les deux premiers et de 14% pour le troisième. Chacune à sa manière a fait le choix des **économies d'énergie ou de la sécurité d'approvisionnement** : dans les usines, les réseaux d'énergie et de données pour Schneider ; dans l'habitat pour Saint-Gobain ; dans la construction pour Imerys.

Les bâtiments représentent 38% de l'énergie consommée aujourd'hui dans le monde (source : HSBC). En proposant des solutions soit pour mieux utiliser l'énergie, mieux la gérer, **ces groupes sont positionnés sur l'un des segments les plus porteurs de leur industrie**, qui touche à la fois les pays développés et les marchés émergents.

Si l'on ajoute le caractère cyclique de ces entreprises et des positions concurrentielles souvent très bien établies, on se retrouve avec des sociétés offrant une assez bonne visibilité sur leurs cash-flows futurs, ce qui leur permet d'**investir en croissance organique et en**

acquisitions, tout en traitant de manière correcte leurs actionnaires.

Ces qualités intrinsèques se retrouvent dans des cours de Bourse bien orientés, et des ratios de valorisation parfois exigeants (Schneider affiche un PER de 15x pour une croissance bénéficiaire de l'ordre de 9-10% et un rendement du dividende de 3-3,5%), mais justifiés.

*weeko.fr*

*Crédits photos : Vincent Desjardins sur Flickr*

## EDF: le flou persiste

Tuesday 15 February 2011



Après 5 ans de cotation en Bourse, un constat s'impose : EDF ne sait toujours pas communiquer avec le marché. Début février, l'électricien envoyait en catastrophe (et en catimini) un communiqué aux analystes financiers pour leur rappeler de prendre en compte les importantes évolutions de son périmètre d'activité dans leurs prévisions de résultat.

Aujourd'hui, en annonçant des résultats 2010 en chute de 74% (et en-deçà du consensus malgré son avertissement), le groupe communique des prévisions bâties sur des hypothèses incertaines. Il annonce pour 2011 une **croissance comprise entre 4% et 6%** de son résultat brut d'exploitation (« EBITDA » en bon français), tout en précisant dans une note de bas de page que « *ces objectifs s'entendent en prenant en compte un prix de départ de l'ARENH de 42 euros par MWh qui serait cohérent avec le TaRTAM moyen du portefeuille de clients au TaRTAM dont dispose EDF* » (explications sur le site de la Commission de Régulation de l'Energie).

EDF omet de préciser que ce montant de 42 euros n'est pas gravé dans le marbre, puisqu'il fait l'objet d'**âpres discussions avec le régulateur**, lequel souhaiterait une baisse de ce tarif pour dynamiser la concurrence du marché français. Or un chiffre inférieur réduirait à néant toute prévision (un chiffre supérieur semble illusoire et provoquerait un tollé parmi les associations de consommateurs). Plutôt que de faire une communication prudente sur le sujet (en offrant une fourchette de prévisions par exemple), EDF lance un

chiffre qui n'a aucune valeur et ne peut servir de guide pour les investisseurs.

La Bourse a horreur du flou et de l'incertain. Logiquement, mardi matin, l'action EDF cède du terrain. L'évolution du prix de l'électricité n'est pas le seul sujet d'inquiétude qui explique le **recul du titre en Bourse**. Au-delà des évolutions de périmètre et des éléments non récurrents, EDF a du mal à autofinancer ses investissements. Ce devrait être encore le cas en 2011 (sur la base de nos prévisions). Conséquence : en garantissant une stabilité du dividende, EDF va voir son endettement repartir à la hausse. Ceci pourrait expliquer pourquoi le ratio dette nette/EBITDA pour 2011 se situera entre 2 et 2,2, contre 1,9 en 2010 (en tenant compte du produit de cession d'EnbW).

### **Loin, la zone de confort**

L'électricien est encore loin d'une zone de confort où le niveau de conversion de ses résultats en cash est suffisamment élevé pour permettre à la fois le **renouvellement de ses infrastructures**, le financement des projets de croissance et le versement d'un dividende somme toute conséquent. La situation boursière du titre est d'autant plus inconfortable que sur la base de nos prévisions, le titre capitalise près de **20 fois le résultat prévu en 2011** et 15 fois celui de 2012, contre une croissance du résultat attendu de 10% environ jusqu'en 2015.

Même en tenant compte d'un rendement du dividende de plus de 3,5%, le marché traite actuellement EDF avec une **prime relative**, difficile à maintenir tant que le groupe ne sera pas en mesure d'afficher une génération de flux de trésorerie disponible positive et sensiblement plus élevée qu'elle ne l'est actuellement.

*weeko.fr*

6.

<http://www.20minutes.fr/economie/692077-economie-edf-propose-hausse-30-tarifs-5-ans>

20MINUTES : Publié le 22 mars 2011.

**ENERGIE - Avec des hausses comprises entre 5,1% et 6,5% par an...**



Il va encore y avoir de l'électricité dans l'air. EDF a proposé aux pouvoirs publics un dispositif qui amènerait à augmenter la facture d'électricité des particuliers de 5,1% à 6,5% par an jusqu'en 2015, inflation comprise, rapportent *Les Echos* de mercredi.

Une porte-parole de l'électricien français n'a pas souhaité faire de commentaire. Selon le journal, qui ne cite pas de sources, ces hausses proposées dans le cadre de la loi réformant le marché de l'électricité (loi NOME) seraient nettement supérieures aux augmentations des dernières années, comprises entre 1% et 3% par an. Elles reviendraient à augmenter les tarifs de 28% à 37% en cinq ans. **Le tarif de vente du nucléaire en balance**

Le quotidien économique ajoute que pour réduire l'impact de ces hausses, le groupe a proposé notamment d'élargir l'assiette de la CSPE (contribution au service public de l'électricité), qui sert à financer les énergies renouvelables, aux ventes de pétrole et de gaz. Selon *Les Echos*, EDF plaide le fait que malgré une telle augmentation, les prix français resteraient encore compétitifs en Europe. Dans le cadre de la loi NOME, EDF demande également que le prix de départ du nucléaire qu'il devra céder à ses concurrents soit fixé à 42 euros par mégawatt/heure (MWh) - tandis que ses rivaux réclament 35 euros - et veut qu'il évolue progressivement vers 45 à 46 euros. Ce tarif de vente sera déterminant pour l'évolution des tarifs appliqués aux particuliers d'ici à 2015. Un porte-parole du ministère de l'Énergie a indiqué dimanche qu'il n'avait pas encore été fixé. *Les Echos* avaient rapporté lundi qu'un des concurrents d'EDF, Direct Energie, serait désormais prêt à accepter de payer le prix de 42 euros, alors qu'il demandait jusqu'ici 35 euros.

## N .Bu. avec Reuters

7.

<http://www.20minutes.fr/economie/729712-edf-veut-etre-premier-electricien-mondial-2020>

20MINUTES : Publié le 24 mai 2011.

### **ENERGIE - Le groupe veut une hausse moyenne des tarifs de 2,5% par an, a expliqué son PDG, Henri Proglio...**



Le PDG d'EDF, Henri Proglio, [a détaillé dans un entretien au journal Le Monde](#) ses ambitions pour les années à venir. Il compte bien faire du groupe le premier électricien mondial en 2020 tout en se renforçant dans le nucléaire malgré la catastrophe de [Fukushima](#).

Et EDF continue de [militer pour une hausse des tarifs des particuliers](#). «Nous pensons qu'il faut une hausse moyenne des tarifs de 2,5% par an d'ici à 2015, pour la production, le transport-distribution et la contribution au service public de l'électricité», a-t-il précisé. Mais il «ajoute n'avoir fait aucune demande en ce sens au gouvernement».

#### **Premier électricien mondial**

Par croissance organique, le groupe public vise 200 gigawatts (GW) de capacités en 2020 contre environ 150 actuellement, dont 50% dans le

nucléaire, 25% dans le thermique (gaz, charbon) et 25% dans l'hydraulique et les autres énergies renouvelables, précise-t-il dans un entretien publié dans l'édition du quotidien datée de mercredi.

A titre de comparaison, GDF Suez a fait savoir début mars qu'il visait des capacités de production électrique de 150 GW en 2016, dont 90 GW hors d'Europe, contre 113 GW aujourd'hui en fonctionnement.

«EDF va renforcer ses avantages compétitifs, notamment dans le nucléaire, et répondre à la diversité des besoins de ses clients dans le monde: grands barrages hydroélectriques, charbon propre et gaz, conception et exploitation de réseaux électriques comme en Russie et en Chine», précise Henri Proglio.

«Tout cela nous renforcera en France. Dans chaque pays, notamment ceux en forte croissance, nous ferons des partenariats avec des producteurs de matières premières qui ont intérêt à rechercher la valeur ajoutée. L'association d'EDF avec un grand producteur de gaz ou de charbon, par exemple, peut être gagnante pour les deux», poursuit-il.

## **Crise du nucléaire**

Henri Proglio devrait annoncer officiellement ses orientations stratégiques lors de l'assemblée générale des actionnaires prévue à partir de 14h30.

Le patron d'EDF estime également que la crise nucléaire japonaise de Fukushima, consécutive au séisme et au tsunami du 11 mars, [ne remettait pas en cause le recours à l'atome](#).

«De nombreux projets nouveaux seront retardés ou différés (...) Mais cet [accident](#) ne remet pas en cause le nucléaire», dit-il au Monde. «Le nucléaire sera plus sélectif et plus exigeant», explique-t-il.

Le PDG d'EDF indique également que le groupe a l'ambition de devenir «une référence majeure et le leader européen (des énergies renouvelables) avec 45 GW installés», alors qu'il a lancé une offre de rachat des minoritaires de sa filiale EDF Energies nouvelles.



8.

[http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Economie/EDF-reduit-son-endettement-avant-de-faire-face-a-la-concurrence-\\_NG\\_-2011-02-16-563556](http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Economie/EDF-reduit-son-endettement-avant-de-faire-face-a-la-concurrence-_NG_-2011-02-16-563556)



15/2/11 - 19 H 33 MIS À JOUR LE 16/2/11 - 09 H 50

## EDF réduit son endettement avant de faire face à la concurrence

**Alors que le groupe va devoir, dès le mois de mars, céder une partie de son électricité à ses concurrents, EDF a choisi de faire un effort pour faire baisser sa dette**

A la tête d'EDF depuis novembre 2009, Henri Proglio a fait mardi 15 février le bilan de sa première année complète à la direction du groupe. Comme c'est souvent le cas lors de l'arrivée d'un nouveau patron, il a annoncé des bénéfices en baisse, en raison d'un nettoyage des comptes.

Le résultat net a reculé de 74 %, à 1 milliard d'euros, notamment du fait des provisions importantes passées pour ses activités internationales.

« L'année 2010 a été marquée par un effondrement des prix du gaz qui a eu des répercussions sur l'ensemble des marchés mondiaux sur tous les prix de l'énergie », a expliqué Henri Proglio.

Le groupe a donc choisi de passer pour 3 milliards d'euros de provisions, dont 1 milliard pour faire face au risque de sa filiale aux États-Unis et 900 millions pour ses activités en Italie.

## **EDF NE SERA PLUS ENDETTÉ QU'À HAUTEUR DE 27 MILLIARDS D'EUROS**

Le patron d'EDF a également insisté sur les efforts réalisés l'an dernier par le groupe pour se désendetter. EDF était, en décembre 2009, endetté à hauteur de 42,5 milliards d'euros. Le groupe a cédé, en cours d'année 2010, ses réseaux de transport d'électricité en Grande-Bretagne pour 6,7 milliards et est en train de vendre sa participation en Allemagne dans le troisième producteur local d'électricité EnBW, pour 7 milliards d'euros, qui seront utilisés pour désendetter le groupe.

À l'issue de ces opérations, EDF ne sera plus endetté qu'à hauteur de 27 milliards, ce qui lui redonne des marges de manoeuvre, dans cette période où la question de la dette « est devenue particulièrement sensible », a reconnu mardi 15 février Henri Proglio.

EDF peut donc à nouveau considérer la possibilité de réaliser des opérations de croissance externe. Il est actuellement en discussion exclusive pour l'achat de 51 % du troisième opérateur polonais Enea, et fait part de son intérêt pour étendre son activité dans toute l'Europe centrale.

Son avenir à court terme reste toutefois d'abord suspendu aux décrets d'application, en France, de la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi NOME). Cette loi, adoptée sous la pression de Bruxelles pour renforcer la concurrence, oblige l'opérateur français à vendre jusqu'au quart de la production de ses centrales nucléaires à ses

concurrents (GDF Suez, Poweo, Direct Énergie) de façon à ce qu'ils puissent devenir des acteurs significatifs sur ce marché dominé par l'opérateur historique.

### **LES CONCURRENTS CONTESTENT LES PRIX FIXÉS PAR EDF**

Cette vente doit se faire à un prix défini par un arrêté ministériel qui est attendu au mois de mars. EDF a renouvelé, mardi 15 février, sa demande de voir ce prix fixé au-dessus d'un plancher de 42 euros par mégawattheure (MWh). En dessous, ce serait un « pillage du patrimoine industriel d'EDF », avait estimé il y a quelques jours Henri Proglio. Mardi 15 février, le directeur financier du groupe, Thomas Piquemal, a indiqué que toute baisse d'un euro par rapport à ce prix plancher se traduirait par un manque à gagner de 40 millions d'euros en 2011.

Les concurrents d'EDF contestent toutefois ce chiffrage et font observer que l'ancien monopole facture l'électricité à ses clients à un prix inférieur. Le PDG de GDF Suez Gérard Mestrallet a ainsi indiqué qu'un prix de 35 euros par MWh lui semblerait « équitable ». La décision finale, attendue le mois prochain, aura un impact important sur les comptes de l'opérateur public.

Henri Proglio s'est, en revanche, réjoui mardi 15 février du fait qu'EDF a su, en 2010, renforcer la disponibilité de ses centrales nucléaires et augmenter sa production d'électricité. Le vieillissement du parc a fait baisser, ces dernières années, le coefficient de disponibilité des centrales, tombé à 78 % en 2009.

Ce coefficient est légèrement remonté en 2010 à 78,5 %, grâce à une augmentation des investissements. Le groupe espère maintenir le même coefficient d'utilisation en 2011, malgré le fait qu'un plus grand nombre de centrales nucléaires va devoir subir une visite décennale l'an prochain.

### **LE GROUPE SOUHAITE PROLONGER LA VIE DES CENTRALES**

## NUCLÉAIRES

L'électricité est un produit qui ne se stocke pas, ou très peu. L'objectif d'EDF est donc d'obtenir un maximum de disponibilité en hiver, au moment du pic de production. Cet objectif a été tenu au mois de janvier 2011. EDF a en effet battu des records de production du parc nucléaire français avec 43,9 Terawattheures (TWh).

Henri Proglio a confirmé mardi 15 février que le groupe souhaite prolonger la vie de ses centrales nucléaires, prévues pour fonctionner durant quarante ans, d'une vingtaine d'années. La prolongation d'activité de chacun des 58 réacteurs français se fera au prix d'un investissement estimé à 600 millions d'euros par réacteur

9.

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/dette-financiere-edf-areva-12039.php4>



### Situation financière du secteur nucléaire : qui va payer ?

Face à la gravité de l'endettement des groupes EDF et Areva et aux enjeux stratégiques et sécuritaires de l'industrie du nucléaire, la réponse semble évidente. L'état n'ayant plus les moyens de suivre, le contribuable devra une nouvelle fois mettre la main à la poche au nom de l'atome.

La réponse à cette question est évidente : l'utilisateur et le contribuable. Le secteur cumule les non-dits. La gravité de l'endettement des 2 groupes nationaux, dont l'actionnariat est majoritairement public, est empirique. Et il faut espérer que le secteur nucléaire reste public au vu des sommes déjà dépensées et l'impératif de sécurité corollaire à la dangerosité de l'activité

ne devant pas céder aux objectifs de rentabilité.

## **EDF**

EDF est une entreprise très endettée, en raison de choix capitalistiques désastreux, dont la stratégie constante est de faire peser sur le contribuable ou l'usager sa politique, tout en réduisant la sécurité au bénéfice de la rentabilité pour ses actionnaires.

En 2010, avant la manipulation consistant à se débarrasser de la dette de RTE et de l'obligation de constituer des provisions pour démantèlement, l'endettement d'EDF se montait à 42,5 milliards d'euros pour un résultat brut d'exploitation de 17,5 milliards, soit un rapport de 2,4. Le tour de passe-passe qui a permis de sortir le fond de démantèlement des centrales nucléaires a autorisé une apparente réduction de l'endettement de 12 milliards d'euros. Pourtant, lors de la présentation de ses comptes 2010, la dette nette n'a diminué que de 8,1 Mds €, à 34,4 Mds € au 31 décembre malgré la cession du réseau UK (6,7 Mds €). M. Proglia a justifié le niveau d'endettement par l'obligation de provisionner 2,9 milliards d'euros pour risques et ajustements de valeur liés à la dégradation des conditions des marchés de l'électricité et du gaz à l'international, dont 1 milliard aux Etats-Unis et 915 millions en Italie. Les annonces d'Edf ont laissé le monde de la finance peu convaincu. Confirmation faite par les agences de notation qui dégrade la note comme Fitch qui passe à AA-.

.....